



Marché n°2025-MAPA14

PRESTATION D'ÉTUDE DE TYPE EVALUATION DES IMPACTS DE LA MARQUE ESPRIT PARC NATIONAL

MARCHE

CONCLU SELON LA PROCEDURE ADAPTEE

Selon les dispositions du Code de la Commande Publique  
(Articles L. 2123-1 et R. 2123-1)

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Date et heure limites de réception des Offres :

**Le 03 novembre 2025 – 14 heures**

*Consultation autorisée par le Pouvoir Adjudicateur*

Le Directeur Général de l'OFB,

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
1.1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR .....	4
1.2. OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
1.3. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....	4
1.4. ALLOTISSEMENT .....	4
1.5. PROCEDURE.....	4
1.6 MONTANT DU MARCHE.....	5
1.7 DUREE DU MARCHE .....	5
1.8 CONDITIONS DE PARTICIPATION .....	5
<b>2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
2.1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES .....	5
2.2. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
2.3. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT.....	5
<b>3. DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>6</b>
3.1. CONTENU .....	6
3.2. RETRAIT .....	6
3.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
<b>4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
4.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE.....	7
<b>1.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE .....</b>	<b>7</b>
4.2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE .....	9
4.3. DOCUMENTS EN LANGUE FRANÇAISE .....	10
<b>5. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION.....</b>	<b>10</b>
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES.....	10
5.2. SELECTION DES OFFRES .....	11
5.2.1. Critères.....	11
5.2.2. Méthode de notation.....	11
5.3. NEGOCIATIONS.....	11
<b>6. ATTRIBUTION DU MARCHE.....</b>	<b>12</b>
6.1. CLASSEMENT DES OFFRES .....	12
6.2. ACTE D'ENGAGEMENT ET DOCUMENTS A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE.....	12
6.3. MISE AU POINT AVEC LE CANDIDAT RETENU .....	13
<b>7. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>13</b>
7.1. MODALITES RELATIVES A LA REMISE DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE ET SIGNATURE ELECTRONIQUE	13
7.1.1. Anti-virus .....	13
7.1.2. Exigences relatives aux certificats de signature du signataire.....	13
7.1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers.....	14
7.2. MODALITES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE .....	14
<b>8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS.....</b>	<b>15</b>

8.1.	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS .....	15
8.2.	PROCEDURES DE RECOURS .....	15

## PRESENTATION DE L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

L'Office Français de la Biodiversité (OFB) créée le 1er janvier 2020 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire. Il exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Il vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Il a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence française pour la Biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, l'OFB est composé d'environ 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français, en métropole et outre-mer.

### 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

#### 1.1. Identification de l'acheteur

Entité : OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE - Etablissement public à caractère administratif - EPA

Adresse : 12, Cours Louis Lumière –VINCENNES 94300

Adresse Internet de l'acheteur : <https://www.ofb.gouv.fr/>

Adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

#### 1.2. Objet de la consultation

La marque Esprit parc national a été développée par Parcs Nationaux de France (PNF), un établissement public fédérant les différents parcs nationaux français dans le but de promouvoir les produits et services proposés par les acteurs économiques des territoires des parcs nationaux de France. Lancée au niveau national le 22 juillet 2015, la marque est un outil concret de mise en œuvre de la charte, qui conforte la mission d'accompagnement des acteurs économiques et contribue ainsi à une meilleure acceptation sociale des parcs nationaux dans leurs territoires. Pour rappel, la loi de 2006 précisait plus spécifiquement que « La marque collective atteste que les produits et les services, issus d'activités exercées dans les parcs nationaux, s'inscrivent dans un processus écologique en vue notamment de la préservation ou de la restauration de la faune et de la flore. »

L'objectif principal de la présente consultation consiste donc en **une étude** de type évaluation des impacts de la marque « Esprit parc national »

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### 1.3. Nomenclature communautaire

La classification principale, conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

Code CPV	Dénomination du code CPV
79311000-7	Services d'études

#### 1.4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

#### 1.5. Procédure

La procédure de passation est la procédure adaptée, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire, mono-attributaire.

N° Lot	Forme	Budget MAXIMUM € HT	Modalité d'attribution	Durée
Lot unique	Marché ordinaire à prix global et forfaitaire sur la base de la DPGF	130 000 € HT	Mono Attributaire	12 mois

### 1.6 Montant du marché

Le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 130.000 € HT. Le montant définitif du marché sera arrêté par le montant de l'offre attribuée au prestataire retenu à l'issue de la consultation.

### 1.7 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 (douze) mois à compter de sa date d'effet établie au 05 janvier 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Il ne pourra pas être reconduit.

### 1.8 Conditions de participation

Les candidats peuvent répondre seul ou sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

L'OFB, en tant qu'acheteur et ci-après désigné le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, aux attributaires du marché.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement (*conjoint ou solidaire*).

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du présent marché sauf dans les cas cités par ce même article.

## 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1. Caractéristiques principales

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles.

Les variantes ne sont pas autorisées et aucune PSE n'est prévue.

### 2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.3. Modalités essentielles de paiement et de financement

a) Modalités essentielles de paiement

Les prix sont forfaitaires, fermes, définitifs et non révisables pour toute la durée du marché soit douze (12) mois.

Les prix sont fixés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement, la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)

b) Modalités essentielles de financement : 100% sur fonds propres à l'OFB

Pour DGD MS/DAPEM/ DFM MED			
Imputation budgétaire	Enveloppe	Service gestionnaire (CRB/SO)	Destination
	4-intervention	C0404	D04.002

### 3. DOSSIER DE CONSULTATION

#### 3.1. Contenu

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché et son annexe ;
- La pièce financière : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

L'acte d'engagement ne sera adressé qu'au seul attributaire du marché

#### 3.2. Retrait

Les candidats ont la possibilité de télécharger le DCE dans son intégralité et de répondre via la plate-forme utilisée par l'OFB à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2025-MAPA14

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ☒ .zip/.rar
- ☒ .doc, .xls, .pdf

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Le DCE ne peut pas être retiré dans les locaux du pouvoir adjudicateur, que ce soit sur support papier ou sur support physique électronique.

Aucune demande d'envoi du DCE ne sera satisfaite.

#### 3.3. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de six (6) jours, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au DCE sont publiées sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le DCE.**

**IMPORTANT :** Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat avant de télécharger le DCE, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats, qui ne s'identifieront pas préalablement, ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

## 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'envoi d'une réponse électronique est obligatoire, selon les modalités précisées à l'article 7 du présent règlement de la consultation.

Les éléments indiqués dans le formulaire de candidature ou dans l'offre pourront faire l'objet, de demandes de précisions et de compléments.

### 4.1. Pièces constitutives de la candidature

L'envoi d'une réponse électronique est obligatoire, selon les modalités précisées à l'article 7 du présent RC.

Les dossiers des candidats sont entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les prix sont exprimées en EURO (€).

Le candidat peut présenter sa candidature de manière simplifiée avec le Document Unique de Marché Européen (DUME). Il complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME n'apparaît pas.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre des candidatures et/ou des offres (par exemple le contenu des CV) seront utilisées strictement pour l'analyse des candidatures et/ou des offres de la présente consultation.

#### Point de contact unique du candidat :



**IMPORTANT :** L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui doit rester valide jusqu'au terme de la consultation.

### 1.1. Pièces constitutives de la candidature

Les candidats sont encouragés à présenter leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique.

Ce mode de réponse a vocation à remplacer les formulaires DC1 et DC2. Seul l'attributaire retenu est tenu de signer l'acte d'engagement, qui emportera signature des pièces de la candidature.

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante. Toutefois, après avoir créé votre DUME, nous vous demandons d'en faire **une copie en format .pdf et de la joindre à votre candidature.**

Si en cas de problème technique de la plateforme mentionnée *supra*, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité juridique, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur (**y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, DC2, K-bis etc.**).

## A) Documents relatifs à la candidature

### 1° - Document d'identification



ou la **lettre de candidature dûment remplie** (sur le modèle figurant dans le formulaire [DC 1](#)) **et comprenant la déclaration sur l'honneur** (relative aux interdictions de soumissionner) conforme à l'article R. 2143-3 du CCP : « *Le candidat produit à l'appui de sa candidature :*  
*1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail* »

### 2° - Conditions de participation tenant à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles des candidats

L'acheteur veille à ce que les conditions d'exécution soient liées et proportionnées à l'objet du marché (art. L.2142-1 du CCP).

#### A. Aptitude



Inscription sur un registre du commerce ( si les données ne sont pas récupérées automatiquement ou sur l'annuaire des entreprises)

#### B. Capacité économique et financière



Chiffre d'affaires annuel général sur les 3 derniers exercices

Lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité.

#### C. Capacité technique et professionnelle



Prestations principales de même nature réalisées sur les 3 derniers exercices

**Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent RC.

- **La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, ainsi que par les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ;**

- **En application de l'article R.2143-12 du CCP, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signée par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.**

**Si le candidat répond via le DUME et décide de sous-traiter une partie du marché ou de recourir aux capacités de sous-traitants pour exécuter une partie du marché, chaque sous-traitant devra remplir un DUME.**



#### 4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne remplissant pas les conditions décrites, ci-dessous, est incomplète et sera donc considérée comme irrégulière conformément à l'article L. 2152-2 du code de la commande publique.

Les offres seront examinées conformément aux articles R. 2152-1 à R. 2152-3 du Code de la commande publique.

Les offres seront évaluées selon leur compréhension des enjeux, la pertinence de la méthodologie proposée pour l'élaboration de l'atlas, ainsi que la capacité à mener des analyses terrain rigoureuses.

Le candidat devra fournir, les pièces constitutives de l'offre suivantes :

- ☒ La présentation du candidat et de ses sous-traitants le cas échéant
- ☒ **L'annexe financière à l'acte d'engagement – la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** , complétée, datée, signée et revêtue de l'empreinte commerciale du candidat. Le candidat utilisera le document fourni dans la présente consultation sans y apporter de modifications.
- ☒ **Un mémoire technique détaillé** : Il devra proposer et justifier les méthodes et moyens que le candidat mettra en œuvre pour la réalisation des opérations de cette prestation.

Plus précisément, le mémoire technique devra comporter :

➤ les moyens humains mis en œuvre pour ce projet et la pertinence des références, l'organisation générale de l'équipe et la contribution précise de chacun des membres.

A cet égard, il est demandé aux candidats d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché (une préférence sera donnée à une équipe pluridisciplinaire comprenant évaluateurs, politistes, sociologues, experts du monde de l'entreprise, des sciences de gestion, de l'écologie, praticiens dans ces disciplines éventuellement accompagnés d'experts académiques) ;

Fournir les CV de chaque intervenant (y compris des co-traitants ou sous-traitants éventuels)

➤ une reformulation des besoins et des attentes du marché au regard du contexte et du lien entre l'OFB et les parcs nationaux ;

➤ la méthode de travail (cadre et dispositifs méthodologiques argumentés en réponse aux demandes exprimées dans le CCTP et permettant d'apprécier l'équilibre entre les travaux qui seront menés à large échelle et à une échelle plus ciblée, de nature qualitative ou quantitative, etc.), ainsi que les points de vigilance et les limites et difficultés pressenties endogènes ou exogènes à l'équipe ;

➤ le planning de la conduite du projet avec un calendrier, en adéquation avec le CCTP, précisant le déroulement escompté des différentes étapes de travail, la participation aux instances de pilotage et la remise des livrables.

L'effort de travail à chaque étape sera indiqué. L'organisation et les mesures prises pour respecter les délais seront détaillées. Des actions particulières notamment pour cibler ou relancer les opérations et cranter des résultats pourront être proposées ;



**ATTENTION** : En tant qu'hypothèse de travail (*notamment pour la confection du planning proposé pour l'exécution de la prestation*) la date prévisionnelle de début d'exécution des prestations à prendre en compte est le **05/01/2026**

- ☒ Le candidat présentera une description de la **démarche environnementale** mise en place dans le cadre de l'exécution de ce marché, sur l'ensemble du cycle de vie des prestations, telle que la limitation de l'impact des déplacements dans le cadre des formations, le recours à des équipements durables....

Exemples :

- Optimisation des déplacements, mutualisation des trajets, recours aux transports en commun, mobilités douces, véhicules propres ;
- Pratiques écoresponsables parmi les personnes en charge de l'exécution des prestations, matériels utilisés pour l'exécution des prestations ecolabellisés, reconditionnés ;
- Mise en place d'un site responsable pour récupérer les documents, hébergement responsable des données...

Ne sera pas valorisée la politique générale de l'entreprise, sans lien direct et concret avec le marché.

**Le mémoire technique ne devra pas dépasser 20 pages RV maximum (y compris les CV et organigramme).**

**REMARQUE**

**Le CCTP détaille l'ensemble des éléments techniques et méthodologiques devant figurer dans l'offre du candidat.**

**Quant au CCAP, il présente les éléments administratifs qui régiront la vie du marché.**

**4.3. Documents en langue française**

Les documents remis par les candidats seront entièrement rédigés en langue française et exprimés en EUROS.

Si les documents fournis par un candidat en application de l'article 4 ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

**5. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION**

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

**5.1. Sélection des candidatures**

Le pouvoir adjudicateur procède à l'ouverture et à la vérification du contenu des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent RC ; avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, **il peut**, conformément aux articles R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du CCP, décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Sont éliminés, les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou dont la capacité économique et financière ou les capacités techniques et professionnelles paraissent manifestement insuffisantes au vu des pièces de la candidature et au regard des missions objets du marché.

En application de l'article R.2144-3 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à cette vérification à l'issue du classement des offres.

Il pourra être demandé au candidat classé en première position de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## 5.2.Sélection des offres

### 5.2.1. Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et suivants du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

Les critères pondérés de sélection des offres sont :

N°	Critères (et sous-critères)	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
<b>1</b>	<b>Valeur technique appréciée à partir des éléments ci-dessous :</b>		<b>60 %</b>
1.1 Equipe dédiée	Organisation et niveau d'expertise de l'équipe mobilisée	20%	
1.2. Adéquation de l'offre au besoin exprimée	Pertinence de la méthodologie et du calendrier proposé au regard des contraintes saisonnières (notamment liées aux disponibilités des bénéficiaires pour les entretiens)	40%	
<b>2</b>	<b>Développement durable : Eco-responsabilité en lien avec l'objet du marché</b>		<b>10%</b>
<b>3</b>	<b>Prix des prestations analysées :</b> Ce critère sera analysé sur la base des tarifs présentés à la DPGF		<b>30%</b>

### 5.2.2. Méthode de notation

Les offres sont analysées au regard des critères ci-dessus.

- ⚠ Pour chaque critère cité à l'article 5.2.1 du présent RC, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCTP seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2152-2 du CCP, une offre irrégulière pourra être régularisée sauf si elle est anormalement basse.

## 5.3.Négociations

Après analyse des offres, le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les **trois (3)** meilleurs candidats dont l'offre sera conforme et analysée.

La négociation avec les candidats aura lieu selon des modalités qui seront définies par le pouvoir adjudicateur et dont les candidats seront informés en temps utile (échange de courriels et/ou négociation physique avec les candidats). Les éléments de négociation seront déterminés sur la base des offres technique et/ou financière des candidats.

L'OFB se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociations conformément à l'article R 2123-5 du Code de la commande publique.

La négociation ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement ses caractéristiques telles que définies aux documents de la consultation.

Les discussions de la négociation peuvent être menées :

- soit sous forme d'échange d'écrits par voie électronique ;
- soit aussi se dérouler sous forme d'entretien téléphonique ou bien dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, le calendrier des réunions est fixé d'un commun accord par les représentants du pouvoir adjudicateur et des candidats concernés.

Ces discussions pourront, le cas échéant, conduire à modifier et/ou compléter sur un ou plusieurs points l'offre initiale de chacun des candidats. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur invite les candidats à lui remettre une nouvelle version des documents concernés pour prendre en compte les résultats de la négociation et finaliser le classement des offres en conséquence.

## 6. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

### 6.1. Classement des offres

Conformément au critère défini à l'article 5.2 du présent document, les offres sont classées par ordre décroissant.

### 6.2. Acte d'engagement et Documents à produire par l'attributaire

Afin de formaliser le marché, le Pouvoir adjudicateur adressera à l'attributaire l'acte d'engagement, qu'il conviendra que ce dernier retourne dans un délai prescrit, dûment signé électroniquement sur le profil acheteur « PLACE » (par le candidat individuel ou l'ensemble des membres du groupement ou, en cas d'habilitation donnée par tous les membres du groupement, par le mandataire) et complété par ses soins.

Attention : l'acte d'engagement doit être signé par une personne dûment habilitée à engager la société, avec à l'appui, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes ainsi habilitées (ex pouvoir de signature).

La signature de ce document entraîne la signature des documents annexes administratifs (candidature), financiers et techniques.

Il sera demandé au candidat retenu de signer électroniquement l'acte d'engagement au moyen d'un certificat de signature qualifié « eIDAS » conformément à [l'arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

L'apposition d'une signature électronique avancée suppose l'obtention préalable d'un certificat de signature électronique. Les certificats de signature électronique qualifiés au sens du règlement n°910/2014 « eIDAS » sont délivrés par des prestataires de services de certification électronique qualifiés listés sur le site de l'ANSSI : [électronique | ANSSI](#)

Il est donc recommandé d'anticiper et d'acquiescer ce certificat dès la connaissance de l'attribution du marché. Le délai d'obtention peut être d'une dizaine de jours ce qui correspond au délai de stand still prévu entre l'information du candidat attributaire et la signature du marché.

Uniquement en cas de difficulté technique dûment justifiée n'ayant pas permis à l'attributaire de signer électroniquement, il pourra être autorisé à signer manuscritement et transmettre l'acte d'engagement en version originale à l'adresse indiquée.

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur de produire, **dans un délai fixé par l'administration**, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai fixé, son offre est rejetée. L'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire dont l'offre est classée en suivant dans le classement des offres.

### **6.3.Mise au point avec le candidat retenu**

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

## **7. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les plis seront obligatoirement envoyés par voie dématérialisée l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>



### **IMPORTANT Avant la date limite de remise des offres fixée en première page du RC**

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. Ce formulaire de demande en ligne permet de récupérer vos informations de connexion et ainsi de pré-alimenter votre demande.

Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

La signature électronique est requise pour cette consultation.

### **7.1.Modalités relatives à la remise des offres par voie dématérialisée et signature électronique**

#### **7.1.1. Anti-virus**

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

L'heure de la plateforme est l'heure de Paris. Tous les événements intervenant en guichet de dépôt sont horodatés par l'horloge du serveur Marches-Publics.info, elle-même asservie à deux « serveurs de temps fiables » externes. Seule cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délai ». Il est souhaitable de s'assurer que votre horloge est correctement réglée et tient compte des éventuels écarts avec cette référence de temps.

#### **7.1.2. Exigences relatives aux certificats de signature du signataire**

La signature électronique doit respecter les exigences fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Seul le candidat retenu devra signer son offre (AE emportant signature des pièces annexes), au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié ..

### 7.1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le candidat utilise l'outil de signature de la PLACE. Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information ;

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Le format recommandé et utilisé par l'OFB pour apposer la signature sur le document est le format PAdES (PDF Advanced Electronic Signatures) qui, à la différence des formats CAdES et XAdES, permet de visualiser la signature directement dans l'AE.

### 7.2. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

**OFB**  
**Direction des Finances - Service de la Commande Publique**  
**Site de Saint-Benoît – 5, rue de Saint-Thibault – 78610 AUFFARGIS**

**La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :**

**MARCHE PUBLIC N°2025-MAPA14 :**  
**«Etude évaluation des impacts de la marque Esprit Parc National»**  
**+ NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR –**  
**COPIE DE SAUVEGARDE**

**Ou**

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde :

- Par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB : **09h00-12h00 14h00-16h00**

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier, **doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres.

Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

## **8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS**

### **8.1. Demande de renseignements**

Avant la remise des plis, la faculté pour les candidats de poser des questions sur la présente consultation leur est ouverte jusqu'à neuf (9) jours calendaires avant la date limite de remise des offres : il leur sera répondu au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Ces questions doivent être posées via la plateforme PLACE.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur ne sera plus tenu de répondre aux questions posées par les candidats après le délai susmentionné.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au DCE au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de six (6) jours calendaires, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **8.2. Procédures de recours**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Melun  
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630  
77000 MELUN  
Tél : 01 60 56 66 30  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)  
Site internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>